

Le 9 octobre 2019, le Snec-CFTC a participé aux travaux du comité de suivi de la rénovation de la voie professionnelle. Afin de préparer cette rencontre et ses interventions, le Snec-CFTC a proposé à ses adhérents un sondage qui sert de premier point d'étape.

1. Sur l'ambiance de rentrée et la perception de la réforme par les personnels.

L'ambiance de rentrée est particulièrement mitigée. Les enseignants des établissements se sont investis pour pouvoir mettre en œuvre la réforme de façon efficace et n'ont pas montré une opposition ferme et systématique à la mise en œuvre de nouveaux dispositifs bien au contraire. Mais cette mise en œuvre nécessite un temps de préparation et de concertation très important pour les personnels, temps qui influe largement sur la vie personnelle.

Si l'on ajoute à cette surcharge de travail, les temps de concertation pédagogique, l'organisation des périodes d'intégration, des tests de positionnement et autres impératifs administratifs de début d'année, le mois de septembre aura donc été très chargé pour les personnels concernés.

Dans les faits, la réforme n'est pas nécessairement comprise par les enseignants du fait de la concordance d'un ensemble d'éléments :

- Le calendrier imposé : la réforme a été menée en quelques mois seulement.
- Le temps de concertation qui a été tronqué : la mise en œuvre rapide de la réforme n'a pas permis de mettre en place une concertation efficace entre les différents acteurs. Cela s'est vu notamment au sujet des nouveaux programmes d'enseignement pour lesquels la concertation nationale menée n'a eu aucune utilité.
- L'insuffisance de la formation : l'information sur la réforme et la formation n'ont pas été suffisantes sur le terrain au regard de l'importance de la réforme et de ses enjeux.
- Le contexte général d'économies budgétaires : la réforme est mise en place lors d'une rentrée lors de laquelle 2500 postes sont supprimés au niveau national.

Difficile au regard de ces différents éléments de ne pas considérer que la réforme nous est imposée d'en haut et menée pour les seuls impératifs budgétaires. Dans tous les cas, il apparaît qu'il s'agit pour les enseignants de faire plus avec moins d'heures. Dès à présent, cela paraît peu tenable sur le plan pédagogique avec le risque certain que les élèves ne puissent pas suivre.

Ces questionnements et ces difficultés liées aux calendriers de la réforme et à son caractère précipité sont d'ailleurs renforcés par le manque de visibilité. La rentrée scolaire est faite sans que l'on ait d'informations sur les modalités d'évaluation du CAP, du BEP ou du Bac Pro. De même, nous n'avons aucune visibilité sur les programmes d'Enseignement Général en Première et Terminale Bac Pro.

Demandes du Snec-CFTC :

- Aucune suppression de poste pour la rentrée 2020.
- Publication rapide des programmes d'Enseignement Général et mise en place d'une véritable concertation nationale sur ces programmes.
- Publication rapide des nouvelles modalités de certification.

2. Sur la co-intervention.

Les deux tiers des adhérents qui ont répondu à notre enquête pensent que la co-intervention peut être bénéfique pour les élèves en ce qu'elle donne du sens aux apprentissages et décloisonne les matières. Les équipes se sont globalement investies dans et ont mis en place des séances issues d'une véritable concertation pédagogique (même si la libération des heures pour les deux premières semaines n'est effective que dans à peine plus de 50% des cas).

Pour autant, se pose la question de la faisabilité de cette collaboration pédagogique sur les trois ans du cycle Bac Pro (difficultés à trouver suffisamment de points de programmes à rattacher...), notamment lorsque les impératifs liés à l'examen vont approcher.

De même, cette nouvelle modalité pédagogique risque de poser de sérieux problèmes de gestion des emplois du temps à l'avenir.

Egalement, on note le côté chronophage de la préparation des séances, de la concertation pédagogique ainsi que les difficultés liées aux effectifs importants et au fait que les locaux ne sont, le plus souvent pas adaptés à ce dispositif pédagogique.

Dans certains cas malheureusement, ce dispositif est réduit à un simple retour au PPCP ou est pris en charge uniquement par le professeur d'enseignement professionnel, sans lien avec l'enseignement général.

La constitution tardive des équipes pédagogiques (avec des nominations de délégués auxiliaires jusque fin août) n'a pas permis d'anticiper la concertation préalable pourtant nécessaire.

Demandes du Snec-CFTC :

- Garantir et protéger la libération des heures des deux premières semaines pour la concertation pédagogique.
- Se donner les moyens d'anticiper la concertation pédagogique par une constitution rapide et une stabilité des équipes.

3. Sur le chef d'œuvre en CAP.

Les premiers retours sur ce dispositif sont plus mitigés et les projets semblent plus longs à se mettre en place, surtout dans certaines spécialités tertiaires. Le temps de concertation est ici également chronophage et l'intégration des différentes disciplines et donc de tous les collègues dans le projet n'est pas facile. Si les professeurs ne sont pas formés à travailler ensemble, certains portent le projet pour les autres.

La question du financement du projet est également assez présente dans les établissements. Sa mise en œuvre nécessite des moyens financiers que les établissements ne peuvent pas dégager. Dès lors, le projet prend souvent un caractère commercial peu louable.

Dès les premières séances, il semble clair qu'il sera difficile de mobiliser les élèves sur un projet de 2 ans à raison de 3 heures par semaine.

Le coefficient 1 dédié à ce dispositif pour l'examen du CAP va clairement décrédibiliser le travail mené et l'importance du projet.

Demandes du Snec-CFTC :

- Octroyer au chef d'œuvre toute la place qu'il mérite dans l'évaluation et la validation de l'examen.
- Donner aux établissements les moyens financiers et matériels pour mener à bien le projet.

4. Sur les nouveaux programmes d'Enseignement Général :

Les nouveaux programmes d'Enseignement Général applicables en Seconde Bac Pro laissent entrevoir un appauvrissement des exigences, d'autant plus que la diminution du nombre d'heures d'enseignement empêche d'approfondir les notions. Dès lors se pose la question de la possibilité de poursuite d'études dans l'Enseignement Supérieur.

5. Sur les familles de métiers :

La mise en place des classes de Seconde par famille de métiers apparaît également comme un moyen déguisé de diminuer les moyens horaires. Dans les faits, la plupart des établissements ne proposent qu'une petite minorité des différentes spécialités correspondantes et ne disposent donc pas des moyens humains et matériels pour former véritablement leurs élèves aux autres spécialités.

Une vraie interrogation demeure sur la famille de métiers Gestion Administration Transport et Logistique et sur l'avenir du Bac Pro GA.

6. Sur la mixité des publics :

Les premières expériences sont peu concluantes. Certains collègues ont été mis devant le fait accompli au mois de septembre sans avoir pu adapter leurs programmations annuelles.

Dans tous les cas, ce dispositif nous semble peu pertinent sur le plan pédagogique et dangereux sur le plan du statut de l'enseignant du Privé.

Demande du Sniec-CFTC :

– Renoncement à la mise en place de la mixité des publics mais promotion de la mixité des parcours et développement de l'apprentissage

Constat final :

La revalorisation de la voie professionnelle, objectif affiché, ne peut se faire par cette seule réforme ou par de simples discours volontaristes. Elle passe nécessairement par une réflexion plus globale sur le système éducatif et la place de l'école dans la société. L'école et les enseignants, et de manière générale tout ce qui incarne une forme d'autorité, sont trop souvent critiqués ou remis en cause pour que chaque jeune, et notamment concernant les jeunes qui sont accueillis en Lycée Professionnel, ait conscience de l'importance de l'école dans la construction de son avenir. Le discours doit être plus positif et les politiques menées doivent réellement donner à l'école les moyens d'accomplir ses missions.